

L'hon. M. Martin: Je viens de parler de ses réalisations.

M. Nicholson: Des associations municipales font quelque chose en ce sens en empruntant de l'argent de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Mon collègue de The Battlefords s'occupe activement d'une entreprise dans la petite ville de Neilburg. On a pu emprunter de la Société centrale d'hypothèques et de logement 92 p. 100 du coût de ces bâtiments. Les gens de l'endroit devront rembourser ces sommes en 40 ou 50 ans. Le gouvernement provincial et les gens de l'endroit verseront leur quote-part, mais l'initiative a été prise à Neilburg.

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social devrait disposer de fonds pour que, là où les provinces ne fournissent pas un supplément d'aide à ce groupe très important de Canadiens, il puisse prendre les premières dispositions dans le domaine du logement.

Le deuxième domaine où l'aide s'impose est celui des soins médicaux. Ce que l'honorable député de Peace-River a dit des soins qu'assure le gouvernement provincial de l'Alberta aux vieillards pensionnés pourrait également se dire de la Saskatchewan. Je ne suis pas trop renseigné sur ce qui se fait en Colombie-Britannique. Il est malheureux cependant qu'il faille attendre qu'un gouvernement céfiste ou créditiste soit élu pour que les autorités locales se décident à faire en sorte que les citoyens sans revenus supplémentaires bénéficient de soins médicaux et hospitaliers et de diverses autres mesures d'assistance.

Le troisième domaine est celui du maintien du revenu. Je trouve extrêmement malheureux qu'une si forte proportion de nos citoyens soient obligés de se contenter à notre époque pour vivre du montant de \$40 par mois. C'est d'autant plus regrettable qu'on dépense sans compter dans une foule d'autres domaines. Nous allons approuver un crédit de 50 millions pour assurer aux citoyens du pays la réception des émissions de télévision. Nous trouvons 50 millions pour la télévision mais nous n'avons pas l'argent pour compléter la pension mensuelle de \$40 dans le cas de ceux qui n'ont pas d'autres revenus! J'engage le ministre à accélérer les recherches que fait le ministère pour obtenir tous les renseignements possibles au sujet des besoins des vieillards au Canada, au sujet de l'habitation, des soins médicaux et du maintien des revenus.

J'en viens maintenant au sujet qu'a traité à fond l'autre soir le chef de notre parti, mais je ne peux conclure mes observations sans souligner la nécessité d'un programme national d'assurance-santé. Il est vraiment

dommage que le ministre n'ait pas réellement donné le ton en cette matière. J'ai en main une brochure intitulée *Heroes of Health*, publiée par la Ligue de santé du Canada. On y voit les photos de Jeanne Mance, de sir Frederick Banting, d'Édouard Jenner, de James Young Simpson, à qui on doit la chirurgie sans douleur, de Florence Nightingale, de Joseph Lister, pour la chirurgie aseptique, de Louis Pasteur, de Robert Koch, pour recherches en bactériologie, de M^{me} Curie et de sir Alexander Fleming. Il y a encore place pour la photo du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

L'hon. M. Martin: Elle y sera.

M. Nicholson: J'espère vivre assez longtemps pour voir sa photo dans un ouvrage comme celui-là qui rend hommage aux Canadiens, hommes et femmes, qui n'ont pas craint d'innover hardiment et de prendre des initiatives afin d'assurer aux gens de toutes catégories ce que la science médicale peut offrir de mieux.

Je rappellerai au ministre que son sous-ministre, chargé du bien-être, avait des idées très pratiques en ces matières il y a quelques années. Je suis sûr qu'il n'en a pas changé. Dans l'une des brochures qui ont été distribuées aux troupes canadiennes en 1944, le Dr Davidson avait écrit:

Notre programme de sécurité sociale présente encore quelques lacunes. La principale se rapporte à la maladie. Quand la maladie attaque, c'est avec une épée à deux tranchants. Non seulement l'ouvrier perd-il son salaire durant la période où il ne travaille pas, mais ce qui est pire, il doit supporter le fardeau écrasant des frais médicaux, d'hospitalisation et autres, qui s'élèvent parfois à des centaines de dollars.

Puis, il déclare ceci:

Mais tout ceci ne représente pas des dépenses additionnelles. Nous puisons à l'heure actuelle tous dans nos propres ressources pour défrayer, de notre mieux, les lourdes dépenses de médecin et d'hôpital auxquelles nous devons de temps à autre faire face. Nous supportons maintenant, une large part du coût de notre chômage, mangeant nos économies, quand nous perdons notre emploi. Nous pourrions maintenant, dans la mesure de nos moyens, sous l'empire de plans d'assurance privés et d'épargnes de toutes sortes, aux aléas de la r.traite ou de la mort.

À la fin de la guerre nous étions disposés à offrir à notre jeunesse la perspective des soins médicaux et hospitaliers complets et nous avons assez retardé. Je ne sais ce que coûtera l'établissement d'un programme de soins médicaux au Canada, mais je suis sûr que nous avons les ressources voulues pour assurer à nos citoyens les meilleurs soins hospitaliers, infirmiers, dentaires et médicaux.

L'honorable député de Rosetown-Biggar a parlé de la discussion qui s'est déroulée à Toronto à propos de la médecine socialisée